

Déclaration conjointe appelant à une résolution sur le Xinjiang au Conseil des droits de l'homme de l'ONU Février 2019

Nous soussignés, un group divers d'organisations de la société civile et de défense des droits humains, exhortons le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à adopter d'urgence une résolution établissant une mission d'enquête afin d'investiguer des allégations crédibles que plus d'un million de musulmans turciques sont actuellement arbitrairement détenus dans des camps d'« éducation politique » dans l'ensemble du Xinjiang, une région du nord-ouest de la Chine.

Au cours des derniers mois, des hauts fonctionnaires de l'ONU, des organisations de défense des droits humains et des journalistes indépendants ont peint le sombre portrait de la situation que subissent les Ouïgours et autres musulmans turciques du Xinjiang. Selon ces rapports, les autorités chinoises détiennent des personnes en dehors de tout cadre légal pour leur déloyauté perçue à l'égard du gouvernement et du Parti communiste chinois. Dans ces camps, les détenus sont soumis à de l'endoctrinement politique, à la renonciation forcée de leur religion, à de mauvais traitements et dans certains cas, à des actes de torture. On leur interdit tout contact avec leurs familles.

Le gouvernement chinois prétend que sa campagne « Frapper fort » (« Strike Hard ») au Xinjiang combat l'extrémisme et le terrorisme, mais l'objectif apparent de cette vague de répression est d'éradiquer l'identité distincte des musulmans et d'assurer leur loyauté envers le gouvernement et le Parti communiste chinois. En dehors des camps, les autorités du Xinjiang surveillent et contrôlent toutes les dimensions de la vie au Xinjiang, en imposant, entre autres, de strictes restrictions sur la liberté de religion, ainsi que les libertés d'expression, d'association, de réunion pacifique, et de circulation. Ces derniers développements font suite à vingt ans de discrimination systématique, de torture et de disparitions forcées au Xinjiang en plus d'harcèlement et d'intimidation des diasporas de musulmans turciques à l'étranger.

En août 2018, le Xinjiang a été décrit par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale comme une « zone sans droits ». Dans son premier discours au Conseil des droits de l'homme en septembre, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a exprimé son inquiétude au sujet des « allégations très préoccupantes de détentions arbitraires massives de Ouïgours et d'autres communautés musulmanes dans des soi-disant camps de rééducation au Xinjiang ». Lors de l'Examen périodique universel de la Chine en novembre 2018, de nombreux gouvernements ont demandé explicitement à la Chine de permettre à des observateurs indépendants d'avoir accès à la région de Xinjiang afin d'évaluer la portée et la gravité des abus.

Après avoir initialement démenti l'existence des camps, les autorités prétendent actuellement que des considérations de sécurité nationale exigent qu'il y ait une « *correction de la pensée* » des minorités ethniques de la région, et que les personnes intègrent les camps pour suivre des « *formations professionnelles* ».

Une mission d'enquête internationale mandatée par le Conseil des droits de l'homme est nécessaire afin d'établir la vérité. L'appartenance de la Chine au Conseil des droits de l'homme n'exempte pas ce pays de surveillance en réponse à de graves allégations, mais l'oblige plutôt à respecter les normes les plus strictes en matière de protection et promotion des droits humains. Ces rapports au sujet de violations massives des droits des Ouïgours et d'autres communautés musulmanes, dans un contexte de répression systématique des dissidents, exigent une attention urgente et immédiate.

Nous comptons sur l'action d'États qui prennent leurs responsabilités en matière de droits humains au sérieux pour assurer qu'une évaluation indépendante faite par une mission d'enquête internationale soit présentée au Conseil des droits de l'homme, afin qu'il puisse prendre en considération ces allégations de violations généralisées au Xinjiang, et déterminer les prochaines mesures appropriées.

Organisations signataires :

Amnesty International
Chinese Human Rights Defenders (CHRD)
Christian Solidarity Worldwide
Citizen Power Initiatives for China
Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)
Freedom House
Human Rights in China
Human Rights Watch
Humanitarian China
International Campaign for Tibet
International Service for Human Rights
International Tibet Network
PEN America
Rights Practice
Safeguard Defenders
Unrepresented Nations and Peoples Organization
Uyghur American Association
Uyghur Entrepreneurs Network
Uyghur Human Rights Project
World Uyghur Congress